

Le CPJ demande la libération « immédiate » d'un patron de presse au Burundi

PANA, 09 décembre 2010 Bujumbura, Burundi - Le directeur adjoint du Comité pour la protection des journalistes (CPJ), Robert Maoni, a demandé jeudi, la libération « immédiate » du directeur de l'agence indépendante de presse en Net press, Jean-Claude Kavumbagu, en prison depuis bientôt 150 jours pour « trahison ». Le directeur de Net Press paye ainsi cher ses doutes de la capacité des forces nationales de défense et de sécurité à prévenir et combattre des menaces terroristes qui pèsent sur le Burundi de la part du mouvement islamiste somalien d'EI Shabab. C'était au lendemain de l'attaque terroriste revendiquée par EI Shabab contre Kampala, la capitale ougandaise et des menaces de s'en prendre ensuite au Burundi s'il gardait encore longtemps des contingents militaires de maintien de la paix en Somalie. Le cas du directeur de Net press a dominé les débats entre les différentes autorités nationales et la mission du CPJ qui vient de séjourner quatre jours au Burundi. Pour le directeur-adjoint du CPJ, « le directeur de Net Press ne devrait pas rester un jour de plus en prison ». « Il y a actuellement 145 journalistes en prison dans le monde », a fait savoir le responsable du CPJ avant de se demander « si le Burundi a intérêt quelconque à figurer sur la même liste des pays qui ne respectent pas la liberté de la presse aux côtés de l'Iran, l'Afghanistan ou encore l'Erythrée ». Il trouve que les autorités burundaises devraient plutôt accorder au moins la liberté conditionnelle à Jean-Claude Kavumbagu », a-t-il insisté, en se fondant sur la conviction que le Burundi est une démocratie et une presse indépendante, critique et même contestataire a sa place, « car c'est un élément essentiel et un gage de bonne gouvernance et de transparence dans la conduite des affaires publiques ».